

POINTS SAILLANTS DE L'EXAMEN NATIONAL VOLONTAIRE DU TCHAD

Pays enclavé d'Afrique centrale, le Tchad couvre une superficie de 1 284 000 km² avec une population estimée à 15,8 millions en 2019 dont 50,6% de femmes et une forte proportion de jeunes. Le pays regorge d'énormes ressources naturelles mais demeure parmi les moins avancés.

Afin d'offrir un meilleur cadre de vie aux Tchadiens, le gouvernement a élaboré la « *Vision 2030, le Tchad que nous voulons* », déclinée en trois plans nationaux de développement (PND). Le premier, couvrant la période 2017-2021, est aligné sur les objectifs de développement durable (ODD) à 70%.

L'effondrement du prix du pétrole à partir de 2014, l'insécurité occasionnée par Boko Haram depuis 2015 et l'élection présidentielle de 2016 ont retardé le début de mise en œuvre des ODD. Subséquemment, leur opérationnalisation démarrée en 2017 s'est accélérée en 2018 par la création d'une plateforme de coordination qui a conduit à terme l'exercice participatif et consensuel de contextualisation et de priorisation des cibles et d'élaboration d'une feuille de route.

En mars 2019, le pays a finalisé son premier rapport national sur les ODD qui fait ressortir que 54% des indicateurs ont des valeurs de référence. L'analyse des indicateurs des ODD retenus pour le Forum politique de haut niveau sur le développement durable de 2019 révèle : une détérioration de l'accès et de la qualité de l'éducation (les effectifs des élèves du primaire sont passés de plus de 2,4 millions en 2013 à environ 2,2 millions en 2016 et seulement 18% des élèves et jeunes en fin de cycle du primaire ont atteint un seuil suffisant de compétence en lecture en 2014), une faiblesse de la croissance économique (le taux de croissance du PIB était à 2,8% en 2018 contre -3,8% en 2017); un accroissement des inégalités (l'indice de Gini a crû de 39,4 en 2003 à 43,3 en 2017), et des mesures sur le changement climatique qui n'ont pas encore produit leurs effets, dans un contexte sécuritaire et institutionnel fragile, avec des moyens de mise en œuvre inadéquats.

Le rythme actuel de mise en œuvre permet d'être optimiste sur les questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles (la proportion des femmes à l'Assemblée nationale est passée de 2% en 1997-2002 à 15% à nos jours et le dispositif légal a considérablement progressé), la gestion intégrée des ressources en eau ainsi que la promotion d'une industrialisation durable qui profite à tous, même si dépendante de renforcement du tissu économique. Par ailleurs, si des progrès sont réalisés pour certains indicateurs, beaucoup reste encore à faire pour améliorer la santé et le bien-être des populations et pour préserver et restaurer les écosystèmes terrestres tributaires du changement climatique et de l'avancée du désert.

L'auto-évaluation de l'Assemblée nationale pour le suivi de la mise en œuvre des ODD a conduit à l'identification de quelques priorités, parmi lesquelles une meilleure définition du champ d'actions de la Commission spéciale de suivi des ODD. En outre, le suivi des progrès reste limité en raison de l'insuffisance des données disponibles et de la faiblesse du mécanisme de coordination. La réforme de l'appareil statistique en cours et l'élaboration de la deuxième Stratégie Nationale de Développement de la Statistique

offrent des opportunités pour renseigner les indicateurs pertinents et renforcer la production statistique.

Le coût global de la mise en œuvre du PND 2017-2021, principal outil de mise en œuvre des ODD, est évalué à près de 10 milliards de dollars mais la mobilisation des ressources reste insuffisante. Les ressources internes représentent 11% du coût global sur la période tandis que les accords internationaux en cours d'exécution représentent 22% du coût. Il en résulte un gap de 67% sur la période, à rechercher auprès du secteur privé (29,4%) et des partenaires techniques et financiers (38%).

Le Tchad, de par son engagement, poursuivra les efforts de réduction des inégalités sociales et d'amélioration du bien-être des populations, de protection de l'environnement et de diversification économique. C'est ainsi que l'examen national volontaire constitue une étape importante de franchi par rapport à cet engagement qui doit se poursuivre vers un alignement intégral des politiques et stratégies de développement avec les ODD, tant au niveau national que local.